

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

14 janvier 2022

GESTION DE LA CRISE SANITAIRE - (N° 4909)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

**AMENDEMENT**

N° 259

présenté par  
Mme Wonner

-----

**ARTICLE PREMIER**

Après l'alinéa 1, insérer l'alinéa suivant :

« 1° AA Au premier alinéa du I de l'article 1<sup>er</sup>, la date : « 31 juillet 2022 » est remplacée par la date : « 15 janvier 2022 » ; »

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Cet amendement vise à mettre en discussion le délai d'application des mesures sécuritaires mises en place par le Gouvernement dans la lutte contre le Covid-19.

Le 31 juillet 2022 ne correspond à aucun agenda sanitaire lié au Covid-19, mais aux échéances électorales.

Ce texte ne doit pas mêler des enjeux politiques aux enjeux sanitaires. En entretenant la confusion sur ces enjeux, les parlementaires mettent en péril son adhésion auprès de la population, mais aussi ouvrent la possibilité d'une pérennisation des mesures exorbitantes dans le droit commun.